



Indice de Position Sociale (IPS) : les écarts se creusent

Le ministère a fini par publier l'IPS des lycées. Cet indicateur, qui synthétise des critères d'inégalités sociales (taux de boursier, catégories socio-professionnelles, ...) et d'inégalités scolaires (redoublements, ...), a certes des côtés opaques mais il permet malgré tout d'identifier des inégalités et la dynamique de ces inégalités.

Et le constat est imparable : depuis 2016 (première utilisation de l'indicateur), l'IPS des établissements les plus favorisés - majoritairement privés- a augmenté alors que celui des établissements les plus populaires a diminué. L'IPS moyen des 20 établissements les plus élevés est passé de 151,8 à 152,7 alors que celui des 20 plus faibles est passé de 68,3 à 63,2 !

Autre constat : l'homogénéité sociale des établissements augmente, en particulier en haut et en bas de la liste. En d'autres termes, les « meilleurs » établissements renforcent l'entre-soi bourgeois et les plus fragiles accentuent les difficultés sociales et scolaires de leur public.

L'autonomie renforcée des établissements, comme attendu, ne fait qu'aggraver les inégalités scolaires.

La CGT Educ'action revendique l'abandon des politiques de mise en concurrence des élèves et des établissements par le jeu de l'autonomie des établissements. Elle revendique également une politique d'Éducation Prioritaire ambitieuse pour les lycées.

Une Épreuve Anticipée de Français écrasante au terme d'une marche forcée épuisante !

On parle souvent de dégradation des conditions de travail pour les enseignant-es. En voici un exemple concret avec l'épreuve anticipée de français qui, chaque année, met les collègues de lettres sous pression maximale : oraux et corrections de copies s'enchaînent à un rythme d'enfer laissant des personnels épuisés. La préparation à l'examen ressemble elle aussi à un sprint sans fin. Aujourd'hui, demander à préparer 24 textes minimum est un objectif inatteignable au vu des méthodologies (obligatoires et directives) à mettre en place, des heures allouées et des effectifs tellement élevés qu'ils empêchent (entre autres) toute individualisation !

L'intersyndicale nationale (CGT, SNES, CFTD, FO, SUD, UNSA et SNALC) a réagi face à ce scandale en écrivant une lettre au ministre. Elle y dénonce entre autres « un programme [qui] entraîne une marche forcée vers des épreuves d'examen écrasantes » et démontre que le programme de première de français creuse encore davantage les inégalités. Elle demande donc à juste titre une refonte de ces programmes, des méthodes à mettre en place (pour éviter des explications apprises par cœur...) et de faire appliquer pour l'épreuve ce qui avait été voté en CHSCT national en 2021. Au-delà de ces mesures de fond, des mesures immédiates sont nécessaires : passer de 24 à 16 textes, supprimer la question de grammaire et laisser le libre choix de l'explication à l'oral.

Pap Ndiaye ne cesse de communiquer sur son écoute des personnels : ce serait donc une bonne chose que d'entendre ces revendications légitimes car pour le moment cette lettre est restée sans réponse !

44.2, 47.1, 49.3... Après le Loto parlementaire, on continue la mobilisation !

Des mobilisations historiques, des millions de manifestant-es et de grévistes depuis le 19 janvier, une opinion publique très largement hostile à cette réforme des retraites et une unité syndicale totale : à tout cela, le gouvernement et Macron ont choisi de faire la sourde oreille et opposé une fin de non-recevoir aux légitimes revendications des salarié-es.

Des secteurs entiers de l'économie sont dans l'action depuis deux mois (transports urbains, collecte des déchets, ports, SNCF, raffineries...) le secteur de l'Éducation n'est pas en reste, à plusieurs reprises les grèves ont été majoritaires dans le secteur et les militantes et militants de la CGT partout en France participent aux actions de blocage et aux piquets de grève.

Le 49-3 ne change rien à la situation : il n'y a eu aucun « compromis », contrairement à ce que dit madame Borne. La colère est forte contre cette réforme mais aussi contre la société que Macron et les patrons nous promettent. La mobilisation continue !

